Compte rendu de la FS du 18 septembre 2023

Vos représentants FS SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES siégeant ce jour :

- Guillaume ROUSSEL (titulaire)
- Ollivier SERRES (titulaire)
- Claude DANJARD (titulaire)
- Céline GAUTHIER ((titulaire)
- Patricia OSTYN (suppléante)
- Arnaud BLANFUNEY (suppléant)

Les élus de la FS ont voté à l'unanimité une délibération sur l'insuffisance de médecins du travail dans la DDFIP 34 (délibération ci-jointe).

Point 1 – Approbation du procès-verbal de la FS du 25/05 (pour avis)

Vote du PV à l'unanimité.

Point 2 – Budget local 2023 : nouveaux devis (pour avis)

Il a été financé à l'unanimité :

– la création d'un sanitaire pour les agents de la Forpro.
– l'achat de divers matériels pour l'évacuation incendie.
– l'installation lumineuse extérieure du CFP de Sète.
– un kit EPI (habilitation électrique) et le remplacement de tables extérieures à Lunel.
– l'installation de dalles podotactiles à Béziers Verdier (avec demande pour la prochaine FS sur Mosson).
– un diagnostic et conseil pour l'amélioration du confort acoustique auprès d'un bureau d'étude ainsi que l'installation de stores au Centre de contact.
– un stock de lampadaires pour l'aménagement de postes.

Lors des visites de la FS, il a été constaté une ambiance lumineuse inadaptée sur plusieurs sites suite aux travaux. **Solidaires Finances Publiques** demande à la direction d'en assumer la responsabilité financière.
– la mise en place d'un système pour le débrayage du portail de Sète en cas d'incendie.
– la mise en place d'évac'chair (PMR) (Pézenas, Sète, Centre de contact et Lunel).
– une trousse médicale pour équiper les véhicules des agents nomades.
– l'installation de chauffage dans les sanitaires du SGC Est Hérault.

Le résultat du recensement des besoins des services effectué lors des visites de services sera pris en compte et permettra lors de la prochaine FS de solder le budget.

Point 3 – Budget formation prévention 2023 : nouveaux devis (pour avis)

La FS a complété le budget 2023 :

– une session pour la prévention du risque routier à vélo le 28 septembre.
– une formation habilitation électrique initiale supplémentaire.
– plusieurs formations d'évacuation incendie.
– des formations « evac'chair » sur les sites équipés (équipement permettant d'évacuer les personnes à mobilité réduite ou blessées).
– des formations pour les troubles musculo-squelettiques (TMS).
– des formations risques psycho-sociaux (RPS).

Vote du budget formation à l'unanimité.

Point 4 – DUERP / PAP : programme annuel de prévention (pour avis)

L'assistant de prévention nous a présenté le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP). Ce dernier met en évidence des risques récurrents : le trajet domicile-travail, l'hygiène, les TMS, la fatigue visuelle, et surtout les RPS (charge de travail, pression managériale…).

Concernant l'hygiène, un point ménage a été demandé par les OS pour obtenir une augmentation du temps de travail des agents « Berkani » ou des agents du prestataire de service, sur certains sites en demande.

L'Inspecteur Santé, Sécurité au Travail (ISST) indique que les services ne sont pas forcément formés à l'appréciation des risques, et donne les exemples de l'évacuation incendie, l'amiante, le radon ou les ascenseurs. Ces risques importants sont rarement inscrits dans le DUERP, mais doivent être pleinement pris en compte dans le Plan Annuel de Prévention. Ce dernier est le document de la direction soumis au vote qui permet de réduire les risques constatés.

Dans ce PAP, l'assistant de prévention met particulièrement en évidence les exercices de prévention pour répondre aux risques d'incendie. Il concède que c'est un point de fragilité, et le directeur l'admet. Ce dernier renouvellera les consignes auprès de gestionnaires de site. Par ailleurs, le directeur nous indique qu'il les réunira avec les agents de service pour améliorer la gestion (gestion plus collégiale).

Pour répondre aux RPS, l'assistant de prévention met en avant diverses actions et formations.

Solidaires Finances Publiques tient à souligner le bon travail de l'assistant de prévention dans la lignée du précédent, mais rappelle que l'année dernière, nous avions voté contre le PAP, car la raison principale des RPS dans notre administration provient du manque effectif. Cette année, nous votons le PAP à l'instar des autres OS, pour ne pas entraver le travail du nouvel assistant de prévention, mais nous resterons extrêmement vigilants quant aux résultats obtenus sur les RPS.

Vote du PAP à l'unanimité.

Point 5 – Résultats du questionnaire sur le télétravail (pour information)

La FS a organisé un questionnaire sur le télétravail pour tous les agents du département. 447 agents ont répondu à ce dernier entre le 9 juin et le 6 juillet, soit un tiers des agents.

De manière générale, il apparaît que le télétravail fait partie intégrante de notre administration, et est accepté par la majorité du personnel. Dans une grande majorité, les télétravailleurs ayant répondu au questionnaire, télétravaillent 1 à 2 jours par semaine, le font pour mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle, ainsi que pour réduire leurs trajets.
Ils mettent également en avant une meilleure concentration, plus de temps de sommeil, et une économie financière.
Cependant, des améliorations restent à faire, sur l'organisation des services (présentiel / télétravailleur, missions non adaptables…), et l'équipement des télétravailleurs (double écran, meilleur téléphone pro, fauteuil ergonomique…). Concernant le double écran, **Solidaires Finances Publiques** réitère auprès de la direction sa demande de diffuser auprès des agents le tutoriel pour obtenir l'écran déporté (différent de l'écran du portable), ainsi que la distribution de câbles de branchements adéquats.

Il apparaît également un besoin pour les agents de garder un lien social et la majorité d'entre eux met en avant la possibilité d'avoir un jour commun en présentiel.

L'ISST loue l'initiative de la FS avec ce questionnaire et indique que le travail sur l'équipement des télétravailleurs est un enjeu majeur pour la santé et les conditions de travail des agents. Le directeur acquiesce mais attend les directives de la Centrale sur l'équipement de ces derniers.

Solidaires Finances Publiques indique que le télétravail est aujourd'hui ancré dans la vie des agents, et que la volonté manifeste apparue ici et là de réduire le nombre de jours des télétravailleurs n'était pas un sujet neutre, et pourrait être à l'origine d'une augmentation des RPS. Le directeur en convient, et malgré sa décision de ne pas donner de consignes aux chefs de service, il demandera à ses équipes de rester vigilantes sur le sujet, car pour lui nous en sommes « qu'au début de l'histoire du télétravail ».
Solidaires Finances Publiques demande à ce que les chefs de service opposés au télétravail soient formés et accompagnés pour mieux intégrer ce nouveau mode de travail qui s'impose au monde professionnel.

Point 6 – Registre SST, fiches signalement, accidents de service, refus partiel ou total d'aménagement de poste et main courante RH (pour information):

L'assistant de prévention et son adjoint mettent en évidence 6 différents points :

– Registre SST : depuis avril, 16 lignes sont inscrites sur le registre. Les remarques les plus fréquentes concernent l'ambiance thermique (dysfonctionnement des clims) et l'hygiène (sanitaires et fontaines à eau). L'assistant de prévention indique avoir traité l'intégralité des remarques par réponse ou transfert aux services concernés.
– Fiches de signalement : en 2023, 20 fiches de signalement ont été effectuées, la plupart sont des insultes et menaces de contribuables et usagers subies par les collègues. Systématiquement, la direction envoie une lettre de soutien à la victime et un courrier de mise en garde à l'agresseur. Un conflit entre deux collègues a fait l'objet d'une main courante auprès de la direction, et a été réglé en interne.
Par ailleurs, le directeur indique que les services RH écrivent à tous les agents en congé maladie depuis plus d'un mois, afin de les soutenir dans leurs difficultés.
– Accidents de service : en 2022, le nombre total d'accidents de service s'élevait à 19, et depuis le 1er janvier, 18 sont dénombrés (14 de trajets et 4 de service).
– Refus total ou partiel d'aménagements de poste : en 2023, 78 visites médicales ont donné lieu à des préconisations d'aménagements fonctionnels de poste (télétravail, contre-indication à l'accueil, changement d'affectation, et aménagement d'horaire). 63 préconisations ont été acceptées, 2 concernant le télétravail ont été acceptées partiellement, et 13 ont été refusées. Concernant ces 13 refus :

- 10 sont des changements d'affectation en cous d'année (la direction ne souhaite pas déplacer les agents entre deux mouvements de mutation). Au dernier mouvement de mutation, 8 ont obtenu une mutation conforme à leur souhait et 2 n'ont pas formulé de demandes de mutation.
- 3 sont des préconisations de télétravail que les agents ont refusé.

– L'évacuation incendie : la situation est préoccupante, car l'ISST rappelle que pour les sites de plus de 50 agents, deux évacuations doivent être organisées par an, et pour les autres il en est recommandé au moins une. Or, certains sites, n'ont pas fait d'exercice cette année, pire le CHR n'en a pas fait depuis 3 ans. Le directeur indique qu'il mettra tout en œuvre pour que la situation se régularise.

Point 7 – Conclusions du groupe de travail sur les conditions d'exercice des missions des agents nomades (pour information):

À l'issue du drame de décembre 2022 avec le meurtre d'un vérificateur et l'incident impliquant nos huissiers en janvier dernier, **Solidaires Finances Publiques** avait demandé l'organisation d'un groupe de travail (GT) sur la sécurité des agents nomades en parallèle d'un GT national. Ce GT a réuni la direction, des vérificateurs, huissiers, agents de la BCR et géomètres. Ils se sont réunis trois fois lors du premier semestre autour de cinq thématiques : matériel, aspects procéduraux, modalité de circularisation des informations afin de limiter les risques, « oreilles attentive de la justice mais aussi en interne », et comment prévenir et accompagner l'exposition aux risques : l'exigence émotionnelle.

Thèmes	Propositions	Niveau de priorité	Mise en œuvre niveau national /local
Matériels	Mise à disposition d'un parc automobile pour les missions des agents nomades	Action prioritaire	**Niveau local** - Dotation, d'ici la fin de l'année, par l'administration centrale, d'un véhicule supplémentaire pour les agents du contrôle fiscal. -Équiper les véhicules de service d'une trousse de secours
	Équipement de sécurité physique	Action prioritaire	**Niveau national** - Expression du besoin de 8 gilets pare balles (2 +6 mieux adaptés)
	Consultation sur internet sans être limité ni tracé	Action prioritaire	**Niveau national initié en local** Mise à jour et demande d'habilitations supplémentaires à PANO (proxy anonyme) pour assurer une consultation sécurisée de certains sites internets (septembre 2023).
Aspects procéduraux	Adaptation de l'article L.13 du Livre des procédures fiscales	Action prioritaire	**Niveau national** Compétence du Bureau SJCF
	Pour les dossiers les plus difficiles, pouvoir proposer de recevoir le contribuable au sein de la brigade ou dans un centre des Finances Publiques	Action prioritaire	**Niveau national** Compétence de la DLF Mesure législative proposée dans le cadre du PLF 2024
Comment circulariser les informations afin de limiter les risques	Adapter la fiche LICORN et/ou 3909 afin d'intégrer, outre les procédures de recouvrement, un item relatif aux informations connues par le service programmeur en termes de sécurité	Action prioritaire	**Niveau local** A l'étude par la division CF-REC

Solidaires Finances Publiques rappelle que lors des GT un accord avait été trouvé sur la location ponctuelle de véhicules et l'habilitation aux différentes applications pour les huissiers, et déplore que celles-ci n'apparaissent pas dans les propositions retenues par la direction. Le directeur répond qu'il réfléchit à leurs intégrations.

Point 8 – Rapport du psychologue du travail concernant le SIP Millénaire (pour information):

La Formation spécialisée avait mis en place une médiation auprès du psychologique du travail sur le SIP du Millénaire. Le psychologue nous a rendu son rapport conclusif. Il décrit une situation apaisée grâce principalement au changement du chef de service. La direction se réjouit de ce résultat, **Solidaires Finances Publiques** déplore juste qu'il a fallu autant de temps pour arriver à un tel résultat, car la direction est restée sourde à nos alertes plusieurs années. **Solidaires Finances Publiques** restera vigilant sur ce service et rappelle à la direction que des agents sont encore dans une situation fragile.

Point 9 – Rapport des visites de la délégation du CSAL-FS (pour information):

La FS a programmé des visites de délégation sur tous les services de la direction. À ce jour, nous sommes passés sur 13 sites. Ces visites avaient pour but principal de recenser les besoins de travaux et d'équipements des agents afin d'améliorer leurs conditions de travail. La situation est très hétérogène avec entre autres des sites en bon état (Lunel, Apollo…), et d'autres fortement dégradés (Béziers Verdier, Mosson).

Certains sites sont dans des états préoccupants, et ne permettent pas aux agents de travailler dans les meilleures conditions. **Solidaires Finances Publiques** demande au directeur, de tout mettre en œuvre pour améliorer ces situations.

Nous avons constaté souvent l'encombrement des couloirs d'évacuation (ramettes, photocopieurs, armoires, palettes en bois…), ce qui représente un point de fragilité extrême en cas d'incendie.

Nous avons également constaté, que les branchements informatiques et électriques étaient de très mauvaise qualité sur certains sites (beaucoup de prises sont hors des perches et pendent à l'extérieur).

De très nombreux ouvrants, volets ou climatiseurs dysfonctionnent dans certains endroits (souvent Béziers Verdier et Mosson).

Ces visites ont permis d'établir une liste d'équipements et de travaux à financer, par le budget de la FS ou celui de la direction.

Nous concernant, les premiers devis ont été acceptés lors de cette FS, les seconds le seront dès la prochaine en novembre, de son côté, le directeur a demandé à son équipe de se pencher sur les besoins les concernant.

La délégation passera sur les autres sites dans les mois qui viennent.

Point 10 – Questions diverses

Solidaires Finances Publiques demande qu'une rubrique consacrée aux conditions de travail soit créée dans Ulysse 34.

Parking Béziers Clémenceau : 4 places supplémentaires sont mises à disposition sur le site de la DDTM, les OS ont aussi demandé à ce que l'aménagement du parking souterrain soit optimisé avec la possibilité de gagner des places.

Ce compte-rendu n'engage que ses rédacteurs mais se veut aussi fidèle que possible aux débats afin d'informer au mieux les agents sur les travaux de la FS de l'Hérault et nous restons à votre disposition pour toute précision.
Solidairement. Vos représentants.

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires Finances Publiques 34
Section de l'Hérault